

LA LOI SUR L'ACTIVITÉ AUDIOVISUELLE VOTÉE

Le concept de la chaîne thématique à plusieurs thèmes adopté

Le concept de la chaîne thématique pouvant avoir un contenu multiple est désormais institutionnalisé. Les articles controversés de la loi sur l'activité audiovisuelle n'ont au final subi aucun changement considérable. Les députés ont dit oui hier au texte censé consacrer l'ouverture du champ audiovisuel.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Point de chaînes généralistes à l'avenir. L'article 5 de la loi sur l'activité audiovisuelle n'a au final fait l'objet que d'un amendement touchant la forme. Il n'autorise que la création de chaînes thématiques par des entreprises ou organismes publics ou des personnes morales de nationalité algérienne. Toutes les propositions d'amendements faites par les députés et visant à introduire le concept de chaînes généralistes ont été balayées d'un revers de la main par la commission. Ses membres

ont, une fois de plus, expliqué que la loi organique avait déjà balisé le terrain en n'autorisant que des chaînes thématiques.

Comme promis, le ministre de la Communication a introduit un amendement à l'article 7 dans lequel il précise la définition de la chaîne thématique qui est définie comme étant un programme pouvant être axé autour d'un ou de plusieurs thèmes. C'est l'artifice trouvé pour mettre un terme à la polémique née de l'interdiction des chaînes généralistes. Lors des débats autour du texte, les dépu-



Photo : DP

tés étaient nombreux à douter des intentions des pouvoirs publics en matière d'ouverture du champ

audiovisuel. La commission culture, communication et tourisme a introduit un article. Il s'agit de l'ar-

ticle 17 bis qui stipule que les chaînes de télévision dûment agréées, peuvent introduire du contenu à caractère informatif en respectant le volume horaire consigné dans le permis d'exploitation. Beaucoup de députés avaient, lors des débats, exprimé le vœu d'introduire des dispositions obligeant les chaînes de télévision à respecter le «référé religieux national» et à ne pas attenter à la morale. Ils étaient également nombreux à remettre en cause la composante de l'autorité de régulation dont les membres sont tous désignés. Le ministre de la Communication s'était défendu de vouloir avoir une mainmise sur le champ audiovisuel, affirmant que l'Algérie n'avait fait que copier des modèles déjà existants ailleurs.

N. I.

MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

Des «évaluateurs de biens» pour lutter contre la flambée des prix

Depuis 2003, le prix des biens immobiliers a été multiplié par cinq, estime la Fédération nationale des agences immobilières (FNAI). Son président, Abdelhakim Aouidat, appelle à la création du métier d'évaluateur de biens en «urgence».

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le prix de l'immobilier ne cesse d'augmenter. La multiplication du nombre d'intervenants dans un secteur qui n'obéit à aucune règle a joué un grand rôle dans cette anarchie, estime la Fédération nationale des agences immobilières (FNAI). Abdelhakim

Aouidat, président de cette fédération, qui a animé, hier, une conférence de presse au siège de l'UGCAA à Belouizdad, a indiqué qu'une étude réalisée en 2009 a démontré que depuis le séisme de 2003, le prix de vente de biens immobiliers a connu une hausse de 500%, et de 300% pour la location. Les raisons de cette hausse sont multiples, souligne le président de la FNAI. Il s'agit, dit-il, du facteur de l'offre et de la demande. «Nous avons 7 millions de logements et 37 millions d'habitants ; ceci nous donne un taux d'occupation de logement de 5,6 alors que la norme est de 2 personnes par logement» a précisé l'intervenant, qui a indiqué que par rapport au prix du Smig en Algérie, le citoyen doit vivre pendant 30 ans

sans dépenser pour pouvoir s'offrir un logement, dont la moyenne de vente varie entre 7 à 8 millions de dinars. «Le marché de l'immobilier ne répond à aucune logique économique» a-t-il affirmé. L'autre facteur, souligne la FNAI, qui a participé à cette hausse des prix est l'absence d'évaluateur de biens en Algérie. «En 2006, un bureau d'études français est venu en Algérie à la recherche d'un évaluateur de biens, en vain, une profession toujours inexistante ; depuis, le prix de l'immobilier qui ne répond à aucune norme se négocie dans les cafés», a dénoncé M. Aouidat, qui appelle les pouvoirs publics à créer en urgence cette profession pour barrer la route aux spéculateurs. Selon la FNAI, 80% des transactions immobilières

sont effectuées par des intermédiaires illégitimes et seulement 20% sont faites par des professionnels. Par ailleurs, M. Aouidat a indiqué qu'avant la promulgation du décret 18/09 du 20 janvier 2009, encadrant et organisant le métier de l'agent immobilier, l'Algérie comptait 6 600 agents immobiliers. Aujourd'hui, dit-il, «1200 agences se sont converties en bureau d'affaires et nous comptons 3 000 agents ayant régularisé leur situation». Les agents immobiliers avaient jusqu'à fin décembre dernier pour régulariser leur situation et répondre aux normes exigées par la loi. Dorénavant, souligne l'intervenant, tout agent n'ayant pas régularisé sa situation sera poursuivi en justice.

S. A.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

La coopération algéro-française s'intensifie

L'internationalisation de l'enseignement supérieur et l'ouverture de l'université sur le monde économique ont été les maîtres mots hier, du ministre de l'Enseignement supérieur, Mohamed Mebarki, pour la partie algérienne et de la ministre française de l'Enseignement supérieur Geneviève Fioraso. Ils intervenaient lors de la troisième conférence algéro-française pour les deux secteurs.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Lors de la rencontre, le ministre de l'Enseignement supérieur a annoncé la création au mois de septembre prochain de quatre instituts de technologie qui devront à cette période démarrer leurs activités. Ils seront situés à Tiaret, Bouira, Jijel et Ouargla. Ces instituts fonctionneront avec la coopération de la partie française.

Un protocole d'accord, signé entre les deux parties, permettra la mise en place d'un comité qui sera chargé de définir les modalités de discussions pour mettre en place un comité mixte.

Ce dernier aura pour mission d'identifier les activités de formation et de recherche dans le domaine du développement et de la prise en charge des cours sur la

modélisation, la simulation et le calcul intensif, l'organisation d'écoles d'été, l'encadrement des doctorants algériens et l'établissement d'un programme de stages d'ingénieurs ainsi que l'échange de chercheurs.

Un autre accord a été signé portant sur la mise en place d'un réseau mixte liant les écoles algériennes et les grandes écoles françaises partenaires du consortium. Plusieurs conventions ont été signées hier, entre les différences structures des départements et structures des deux parties.

La rencontre a vu la participation des représentants du secteur économique qui devront, selon le ministre de l'Enseignement supérieur, contribuer à la réflexion commune. Les deux ministres met-

tront, par ailleurs, l'accent sur l'intensification des relations entre les deux pays, s'agissant de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. La coopération entre les deux pays concerne notamment le programme PROFAS qui a permis depuis son lancement en 1987 de former plus de 10 000 cadres algériens.

«Ce programme sera remis en œuvre car une évaluation pour sa refondation a été engagée. Je souhaite son réengagement dès que l'évaluation menée conjointement par les deux parties se termine en tout cas pour la prochaine rentrée 2014-2015», a souligné Mohamed Mebarki.

Pour cette conférence, le thème choisi est la coopération bilatérale, à l'internationalisation de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. «Pour cette troisième conférence, nous passerons à une étape qualitativement supérieure, pour aller vers le développement technologique, le transfert de technologie, la valorisation des produits de la recherche et



Mohamed Mebarki, ministre de l'Enseignement supérieur.

l'encouragement à l'innovation et à la créativité», a déclaré le ministre. Il appellera aussi à la participation des chefs d'entreprises et des professionnels du monde économique. Pour sa part, la ministre française de l'Enseignement supérieur évoquera «un partenariat de plus en plus équilibré entre les

deux pays» précisant que 10 % de l'ensemble des étudiants accueillis en France sont des Algériens. «La mobilité internationale est importante avec un retour dans le pays d'origine dans les meilleures conditions», a précisé Geneviève Fioraso.

F.-Z. B.